

DU 7 OCTOBRE AUX ROSES DE LILLE...

Non, la crise économique qui sévit en France n'est pas une simple affabulation de la bourgeoisie. Et il ne suffirait pas que la Gauche Unie exerce le pouvoir pour que la crise soit résolue ici plus facilement qu'elle ne le fut par les gouvernements sociaux-démocrates en Angleterre, en Allemagne, en Suède ou par la démocratie-chrétienne que soutient la Gauche italienne.

Après trois mois d'application du plan Barre les prix continuent d'augmenter et la valeur du franc de baisser, le nombre officiel des chômeurs dépasse largement le million depuis octobre, le déficit de la balance commerciale excédera 20 milliards pour 1976. Le principe qui consiste à limiter la consommation intérieure pour exporter davantage trouve ses limites et son absurdité dans le fait que chaque pays se propose au même moment de l'appliquer.

Cette crise du capitalisme international, aggravée par l'inadaptation du régime à effectuer en temps voulu l'inéluctable mutation énergétique, se traduit en France comme ailleurs par une crise politique qu'exprime notamment la division de la majorité gouvernementale. Entamée en septembre avec le départ de Chirac, la rupture s'est concrétisée par la création du R.P.R. En admettant que son auteur lui-même y crût, la tentative de regroupement derrière «*Démocratie Française*» était vouée à l'échec.

Sabres de bois:

En effet le livre de Giscard d'Estaing est axé sur deux points: la défense des institutions et le refus du «collectivisme». Mais, pour l'heure, personne ne remet fondamentalement en cause les institutions de la Vème République, et surtout pas le leader de la Gauche qui ne cesse lui-même d'exiger du président de la République... «*qu'il respecte la Constitution. Nous ne lui demandons pas autre chose*» («Paris - Match»). Quant au «collectivisme», s'il s'agit de l'expropriation capitaliste, les déclarations de la Gauche foisonnent (y compris le *Programme Commun*) pour préciser qu'il n'est pas question «*de créer une rupture avec la société de profit*» (Mitterand). Et Marchais ironise sur «*les moulins à vent du collectivisme*».

De son côté l'Union de la Gauche a élaboré sa réponse stratégique au plan Barre. C'est Séguéy qui l'exposait le 24 octobre au Club de la Presse d'Europe1: «*Il est absolument évident et ce n'est pas nouveau, que nous ne ferons rien qui puisse être de nature à troubler la sérénité des consultations électorales à venir*»... «*En effet, nous ne cherchons pas à créer des situations difficiles, sauf si nous sommes attaqués*»...

Mais, attention: «*Entre cette moitié du mois d'octobre 1976 et les élections municipales, il y a tout de même quelques mois qui nous permettent d'agir et de poursuivre notre combat revendicatif*».

Il est vrai que cet automne les coups ont plu contre le plan Barre. A peine rangées, les banderoles du 7 octobre devaient ressortir le 23, avec celles de la J.O.C., pour porter «*le 2ème coup au plan Barre*». Tandis qu'à la grande kermesse de Paris, Séguéy, Maire et Henry défilaient sous les cris de «*Programme Commun*», la C.G.T., la C.F.D.T. et la F.E.N. conviaient à des fêtes régionales en province.

Les camarades de Limoges et de Fourmies qui, au début du siècle, affrontaient l'ennemi de classe au chant de «l'Internationale» ne se doutaient pas qu'une stratégie subtile, établie en leur nom, substituerait au chant des travailleurs la bourrée et le *P'tit Quinquin*. A Nantes c'est le chanteur folk Gilles Servat et les binious qui donnaient le ton au scandaleux défilé carnavalesque du 23 octobre.

Et l'école laïque?

Nantes évoque pour le monde ouvrier une autre image, que les complices du 23 octobre auront du mal à défigurer. Parmi ses traditions il en est une de lutte anti-cléricale qui la désigna sans doute au choix du P.C.F. pour y présenter sa politique vis-à-vis de l'Ecole confessionnelle, lors de la conférence de presse du 20 octobre, animée par le directeur de la revue «*L'Ecole et la Nation*», en présence de Poperen, membre du bureau politique: «*Nous sommes en présence d'une situation héritée de l'histoire. Nous rejetons toute mesure de caractère autoritaire ou coercitif, toute décision unilatérale.*

Le gouvernement démocratique devra entreprendre, à partir de la situation existante, un dialogue constructif avec les familles qui envoient leurs enfants, les enseignants, les représentants de l'Eglise qui en ont la responsabilité. La démarche démocratique que nous préconisons pour l'enseignement prenant en compte pleinement la diversité des opinions et des options ne peut s'ouvrir la voie que par la méthode du débat tranquille, qui permette l'application progressive, dans un esprit d'union, des mesures prévues par le Programme commun de gouvernement».

Voilà qui est clair: aussi longtemps que l'Eglise catholique ne donnera pas son aval à l'application progressive des mesures prévues dans le programme commun, la situation scolaire en France restera inchangée, le gouvernement de la Gauche s'interdisant, dans un esprit d'union (avec l'Eglise), «*toute décision unilatérale*».

Cette conférence de presse se tenait deux jours après une réunion du C.D.A.L. élargi de Loire-Atlantique qui décidait d'annuler la manifestation départementale prévue (pour cause de double emploi avec la réunion des Parents d'élèves). C'est dommage:, même si cette action originale n'entraînait pas dans le cadre du régionalisme Union de la Gauche.

En effet, au calendrier chargé de cette automne, il n'y avait pas place pour une manifestation nationale du C.N.A.L. Déjà, l'an dernier, la manifestation traditionnelle avait été supprimée. Décidément, depuis l'entrée de la C.F.D.T. au C.N.A.L., le S.G.E.N. n'aura pas eu souvent l'occasion de brandir ses bannières pour défendre l'Ecole laïque. Le hasard... sans doute.

Il est vrai que ces manifestations laïques avaient revêtu un aspect un peu rituel. Pourtant l'Union départementale C.G.T.-F.O. de Loire-Atlantique développait dans son projet de texte adressé au C.D.A.L. un thème qui suscita quelque intérêt: «*...Cette désorganisation du service public d'Enseignement a pour corollaire non seulement la poursuite de la politique d'aide à l'Enseignement privé, confessionnel et patronal, notamment par le truchement de la Loi Royer et la Formation Continue, mais encore, pour la première fois depuis 1882, la soumission du corps enseignant au contrôle direct du patronat et groupes de pression divers, ainsi que le stipulent les réformes structurelles («Groupe d'Etude Technique» et «Conseil d'Ecole») contenues dans la loi Soisson-Haby, qui doit entrer en application en 1977».*

Et le texte concluait en appelant à manifester: «*Contre la nouvelle violation de la laïcité que constitue l'atteinte à l'indépendance des Enseignants contenue dans la loi Soisson-Haby*».

«*Ce n'est pas possible*, fut-il répondu par le président du C.D.A.L., *la plate-forme du C.N.A.L. prévoit justement dans son principe de gestion tripartite la participation des usagers (1), nous ne pouvons aller contre les Conseils d'Ecoles*».

Nous avons bien constaté que la loi Haby-Soisson dégageait un charme paralysant. Nous n'avions pas osé dire qu'elle mettait en œuvre le programme du C.N.A.L.! Une journée nationale du C.N.A.L. est envisagée pour le 29 janvier, gageons qu'elle s'organisera davantage sur le thème de l'Union de la Gauche que sur le boycott des Conseils d'Ecoles.

Il est même permis de se demander si le C.N.A.L. exigera des partis de gauche qu'ils reprennent, à l'occasion des campagnes électorales à venir, l'élémentaire mot d'ordre «*fonds publics-école publique, fonds privés-école privée*». A cet égard, ce ne sont pas les propos tenus par Mitterand sur TF1 le 23 novembre qui peuvent rassurer: ne déclarait-il pas, évoquant l'avant-projet d'Education du P.S., «*dont*

(1) C'est exact: elle prévoit même la participation des groupes sociaux-professionnels (qui comprennent les patrons). Il y a un moment qu'on prévoit beaucoup au C.N.A.L.

les propositions ne sont pas loi», qu'il préfère «le dialogue aux planifications autoritaires» et que (toujours en matière d'Enseignement) «le gouvernement de la Gauche devra éviter de se transformer en planificateur autoritaire». Curieuse identité de termes avec le P.C., curieuse émulation dans la mansuétude!

La bourgeoisie partagée:

Tandis qu'à l'avant-scène l'Union de la Gauche épuise la combativité ouvrière dans des grèves tournantes, des «*actions décentralisées, branches par branches*», la C.G.T. et la C.F.D.T. allant jusqu'à vouloir imposer cette tactique dans la fonction publique, la bourgeoisie en profite pour conforter les dispositions du plan Barre.

Ceyrac a publiquement exposé les exigences du patronat. Sur tous les points, augmentation des prix industriels, licenciements, aide de l'Etat dans certains secteurs, Barre lui a donné satisfaction. On est même revenu sur le taux de la taxe professionnelle qui avait été discutée et adoptée au Parlement!

Pour la défense de ses intérêts la bourgeoisie s'est retrouvée en l'occurrence remarquablement soudée. Le même phénomène ne manquera pas de se reproduire sous la houlette magistrale du C.N.P.F., et l'appareil d'Etat, qui est fait pour cela, fonctionnera au service de la classe dominante.

Est-ce à dire que la division de la bourgeoisie au sujet des grandes options politiques doit être traitée légèrement et que le rassemblement des 50.000 personnes *Porte de Versailles* n'était qu'apparat? Rien n'autorise à le penser. La bourgeoisie, dans l'objectif de neutraliser la classe ouvrière, a le choix entre plusieurs formules allant du système parlementaire classique, plus ou moins nuancé de bonapartisme, au corporatisme national socialiste. Il est normal que devant la gravité de tels engagements des hésitations et des différences apparaissent au sein de la bourgeoisie elle-même.

Les anarcho-syndicalistes n'éprouvent aucune préférence sentimentale pour l'une ou l'autre des fractions de la bourgeoisie. La seule chose qui leur importe est le cadre politique dans lequel ils sont contraints d'évoluer, et dont la somme des libertés individuelles et collectives détermine la nature. Pour en juger il existe des critères qui sont concrets et sur lesquels nous ne transigerons pas au nom de tel ou tel mythe; ces critères s'appellent en particulier:

- permanence de l'action revendicative, quels que soient les hommes au pouvoir (le contraire du consensus);
- libre négociation des salaires (le contraire de la politique des revenus qu'entend promouvoir M. Barre);
- respect de la représentativité et des prérogatives des syndicats (le contraire de l'Autogestion);
- indépendance du syndicat par rapport à l'entreprise et à l'Etat (le contraire de l'Autogestion et de la Planification Démocratique).

Bien entendu, sur tous ces points, on ne saurait prendre pour argent comptant les déclarations d'intention, comme celle de Chirac qui, dégagé des responsabilités gouvernementales, assure dans son manifeste et à Strasbourg qu'il poursuivrait la politique contractuelle traditionnelle appliquée jusqu'à l'été dernier, car nous savons que les politiques se déterminent en fonction d'une situation économique qui, elle, n'est plus traditionnelle.

Mais il apparaît que les états-majors de l'Union de la Gauche se placent d'un autre point de vue et que la constitution du R.P.R. vient d'accélérer un processus qui se dessinait déjà depuis un certain temps.

Les roses historiques:

Le 1er décembre se tenait à Lille un conseil des ministres «décentralisé». Accueillis par Mauroy, le numéro 2 du P.S., MM. Barre et Giscard d'Estaing étaient invités à un dîner officiel qui réunissait autour d'eux les élus locaux. Puisque, de part et d'autre, on a voulu faire de cette rencontre un événement historique, prenons-en acte. C'est Giscard d'Estaing lui-même qui déclare: «*Lille est une date importante dans l'histoire de la vie politique française récente... Pour la première fois dans les annales de la Vème République, un pas a rassemblé des membres du gouvernement et un grand nombre de parlementaires*

importants de l'opposition. La conversation y a été très libre et très ouverte. Nous avons parlé de tous les sujets, c'est l'exemple même d'un dialogue idémocratique».

Quant à Mauroy, il commente: *«La politique n'est pas une science exacte. Elle épouse le terrain. Personne n'a jamais décidé définitivement qu'il n'y aurait pas de rencontre entre les hauts responsables de l'opposition et le président de la République».*

Et Mitterand précise à France-inter qu'il ne refuserait pas une invitation à l'Elysée *«s'il s'agissait d'un puissant et important intérêt national».*

M. Barre, que la suppression des négociations salariales rend disponible pour le dialogue, était aussi de la partie. Il devait s'entretenir avec Mauroy, au conseil régional, en compagnie de deux élus du P.C., *«un dialogue objectif et réaliste»* selon le premier ministre, *«un dialogue ouvert»*, dira Mauroy, et G. Ansart; responsable du P.C.F. pour la région du Nord, y voit avec satisfaction *«le respect des usages républicains».*

Le parallèle s'impose avec l'accueil réservé simultanément par les leaders de la Gauche à la constitution R.P.R.; Mitterand assimile le rassemblement de Chirac *«aux ligues 1934»*, G. Georges dans *«l'Ecole Libératrice»* stigmatise également *«les relents de fascisme»* dans le R.P.R.; pour la C.F.D.T. l'entreprise de Chirac *«n'augure rien de bon pour le développement d'un véritable débat démocratique dans le pays»*, son but n'étant que *«d'empêcher l'alternance et l'arrivée de la Gauche au pouvoir».*

Devant un choix aussi explicite la Gauche pour *«le dialogue démocratique»* avec Giscard d'Estaing et M. Barre du plan Barre, quel militant ouvrier, quel travailleur conscient, toute obédience politique et syndicale, ne se poserait pas de sérieuses questions?

La référence au Général De Gaulle peut servir à plusieurs fins. Elle peut être utilisée comme cheval de bataille, contre l'Union de la Gauche. Elle peut aussi représenter une main tendue à la Gauche, comme une évocation à l'union sacrée du tripartisme de 1945.

On sait toutefois que l'histoire se reproduit jamais exactement. Si le P.C.F. est resté le même il pourrait ressortir la phrase célèbre l'époque: *«la grève est l'arme des trusts».* La démocratie chrétienne M.R.P. a été remplacée par les sociaux-chrétiens qui propagent partout sous vocable d'autogestion, leur théorie corporatiste, y compris au sein du P.S. d'où ils ont pratiquement miné l'ancienne S.F.I.O.

Avant de quitter Lille le président de la République a voulu accomplir un geste symbolique. Homme distingué autant qu'homme politique Giscard d'Estaing, qui n'ignore rien au langage des fleurs, déposa une gerbe devant la maison de la rue Princes où vécut De Gaulle. C'était une gerbe de roses rouges.

Serge MAHÉ.
